



Contre l'offensive de l'ennemi, notre meilleure défense c'est l'attaque

*{Recueil de textes
de Sin Banderas Ni Fronteras (Chili),
mars/décembre 2013}*

- L'insurrection anti-autoritaire est une condition nécessaire pour détruire le pouvoir dans nos vies et construire la vie en liberté, en refusant la conception marxiste-léniniste de l'insurrection selon laquelle un contexte de déstabilisation de l'ordre social est compris comme un premier pas pour la prise du pouvoir et l'établissement de nouveaux régimes autoritaires.

- L'insurrection anti-autoritaire –comme processus permanent de libération– n'est pas l'œuvre de spécialistes de la révolution, mais de personnes qui ont simplement abandonné les excuses ajournant le conflit direct avec les ennemis de la liberté, et ont décidé de ne pas attendre de supposées « meilleures conditions » pour passer à l'offensive contre les forces de domination.

- Dans une optique d'offensive anti-autoritaire protéiforme, tous les moyens de lutte sont valides et nécessaires, à condition qu'ils ne transigent pas avec les logiques du pouvoir, et qu'ils visent à construire au présent une vie fondée sur les valeurs de la liberté par la destruction de toute autorité.

- La valeur d'un acte passe par son contenu anti-autoritaire d'offensive, et pas nécessairement par les matériels utilisés ou le dégât matériel qu'il occasionne à l'édifice de la domination. Les livres, les réflexions, les bibliothèques, les barricades, les assemblées de quartier, la propagande écrite, les attaques incendiaires, les explosions et autres types d'actions ont été, sont et seront des formes d'expression de la lutte anti-autoritaire insurrectionnelle, dès lors que leur objectif n'est pas le compromis avec les oppresseurs, mais la libération totale qui requiert la destruction de toute forme de pouvoir et d'autorité.

*Sin Banderas Ni Fronteras,
décembre 2013*

SANS PATRIE

distro de brochures

anarchistes & internationalistes

Avec celle que nous avez entre les mains, nous souhaitons inaugurer une série de brochures autour des questions de l'attaque, de la solidarité et de la répression, d'un point de vue anarchiste et internationaliste.

Conscients que d'autres individus s'y sont attelés avant nous, cette distro s'occupera aussi de faire tourner quelques projets précédents.

Pour toute demande (en papier et pdf), écrire à : sanspatrie@riseup.net

Distro Sans Patrie :

- *Notre meilleure défense c'est l'attaque*, recueil de textes de *Sin banderas ni fronteras (Chili)*, janvier 2014, 32 p., A5

Autres titres disponibles :

- *Peste noire. Autour de la mort d'un compagnon au Chili, mais pas seulement*, juillet 2009, 16 p., A3
- *Présentation de Pestifera la mia vita, autobiographie de Claudio Lavazza*, avril 2012, 36 p., A5
- *Bouts de chemin : Recueil de textes de Gabriel Pombo Da Silva*, mai 2013, 48 p., A5

Quelques mots d'introduction	3
Contre l'offensive de l'ennemi, notre meilleure réponse c'est l'attaque (décembre 2013)	7
Réflexions à partir du combat minoritaire (septembre 2013)	19
Quelques réflexions autour de la clandestinité (mars 2013)	25
Pour leur écrire : sinbanderas.nifronteras@riseup.net	

Quelques mots d'introduction

Le mouvement anarchiste dans le Cône Sud a recommencé à se développer fortement au milieu des années 90, après une longue période de dictatures militaires dans plusieurs pays (Argentine, Uruguay, Brésil, Chili, Paraguay,...), qui n'a pourtant pas réussi à faire disparaître toute conflictualité sociale. C'est donc du croisement de la mémoire combattante issue de luttes à mort contre ces régimes, de ruptures successives avec la gauche marxiste lors de contre-somets ou de luttes étudiantes, mais aussi en mélangeant contre-culture punk-rock et lecture de textes anarchistes subversifs venus du vieux continent (fruits d'années d'expériences offensives), qu'a resurgi en moins de 10 ans un mouvement à la fois jeune et déjà riche de ses propres luttes et perspectives anti-autoritaires.

Malgré toutes les difficultés liées au manque de ressources et à l'éloignement régulier d'une partie d'ex-compagnons vers des horizons moins révolutionnaires (comme partout ailleurs), des lieux, des publications ou des attaques dans la rue –de jour comme de nuit, en manifestations ou en dehors par groupes d'affinités, incendiaires et parfois explosives– se sont multipliés au début de ce nouveau millénaire. Peu à peu, les idées et les pratiques se sont toujours plus affinées, si bien que de nombreux anarchistes de l'autre côté de l'Atlantique

Sud possèdent désormais une expérience collective qui ne peut que nous intéresser ici.

En ce qui concerne le territoire sous domination de l'Etat chilien, où les compagnons se posent aussi la question de la continuité et commencent à retransmettre l'histoire récente du mouvement (1), le pouvoir n'a pas tardé à tenter des opérations répressives de grande envergure. En août 2010, il a lancé ce qui deviendra le Caso Bombas, tentant de faire payer à quatorze camarades et compagnons différentes attaques qui ont secoué la capitale pendant plusieurs années. Leur acquittement général faute de preuves en juin 2012 –notamment de l'accusation d'association terroriste– n'a pas empêché que le centre social Sacco y Vanzetti ait cessé provisoirement ses activités (il a réouvert en août 2013 sous forme de bibliothèque), et que beaucoup d'individus se soient éloignés du mouvement. Dernièrement, avec l'arrestation en novembre 2013 à Barcelone de deux ex-acquittés du Caso Bombas, Mónica et Francisco, suite à une attaque explosive contre une cathédrale, l'Etat chilien tente de relancer son affaire.

Mais au-delà de ce contexte particulièrement éloquent (2), on peut constater que plusieurs Etats sud-américains semblent à la manœuvre contre une partie des anarchistes. En Uruguay par exemple, douze

compagnons sont arrêtés le 24 août 2013 sur le chemin d'une manifestation par les services de renseignement, le département des opérations spéciales et Interpol pour être durement interrogés. D'autres seront enlevés les jours suivants par la police en pleine rue ou lors de guet-apens administratifs, toujours pour interrogatoires musclés par les services spéciaux sur « le mouvement anarchiste. » Leur pauvre prétexte est une manifestation émeutière qui s'est produite une semaine plus tôt. En Bolivie, la FELCC (force spéciale de lutte contre le crime) embarque quatorze personnes le 29 mai 2012 lors d'une série de perquisitions à La Paz. Les cinq inculpés sont accusés d'un certain nombre d'attaques incendiaires ou explosives contre l'administration pénitentiaire, le vice-ministère de l'environnement, une caserne militaire, banques et entreprises entre 2011 et 2012. Plus encore que lors de l'opération Caso Bombas au Chili, les organisations anarchistes boliviennes formelles se dissocieront avec vigueur aussi bien des actes, que des inculpés qui gardent la tête haute (3). Au Brésil, lors des gigantesques manifestations émeutières de l'été dernier, les anarchistes ont été plus que d'ordinaire pointés du doigt par le pouvoir et ses porte-paroles médiatiques, portant à quelques perquisitions et arrestations. Au Mexique enfin, la conflictualité acrate commence également à déclencher quelques opérations spécifiques qui n'augurent rien de bon pour les temps à venir, comme l'enlèvement puis l'expulsion de Gustavo Rodríguez le 31 décembre 2013 après les Rencontres informelles/Symposium anarchiste international qui se sont tenues à Mexico. Il ne fait aucun doute que ces différents Etats ont ouvert le bal en coopération avec leurs homologues européens, et forts aussi de l'expérience des ex-guérilleros qui peuplent désormais les cabinets ministériels de la gôche. Bien entendu, les anarchistes, là bas comme ici, n'ont rien à attendre du pouvoir, sinon une lutte sans merci d'un ennemi juré

qu'ils n'épargnent pas non plus à chaque occasion propice.

Ce qui nous a intéressé dans cette brochure, ce sont les réflexions qui nous parviennent par bribes, dont les quelques textes de Sin Banderas Ni Fronteras traduits ici ne sont qu'un reflet, sur les manières d'affronter la répression (la solidarité ou les mises au vert) ou sur la continuité des luttes et de l'offensive insurgée, lorsque l'haleine fétide des chacals en uniforme vient souffler dans notre cou. Si l'Etat sait parfois sauter sur des occasions inattendues (la mort accidentelle de Mauri avec sa bombe au Chili lui a permis de mettre un nom sur certains noctambules jusqu'alors anonymes, et de tenter de tirer des fils à partir de lui, y compris en s'adjoignant sans succès les services d'une balance lorsqu'ils étaient trop maigres), à nous également de savoir partager à un niveau international ces expériences-là, afin d'affiner nos méthodes, d'approfondir nos idées et d'aiguiser nos affinités dans une perspective subversive contre toute autorité.

6 janvier 2014

1. Voir le texte *Mémoire combative* (août 2013), diffusé en version papier lors de la seconde Feria del libro y la propaganda anarquista à Santiago. Disponible en français dans *Avalanche*, correspondance anarchiste n°0, décembre 2013, pp. 40-43

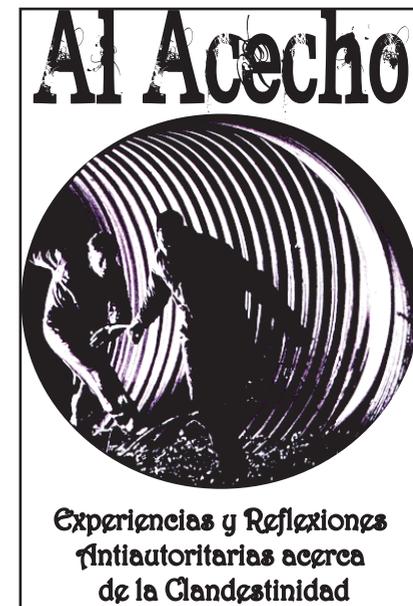
2. Rappelons que l'Etat chilien n'a pas que les compagnons dans le viseur : il est en guerre au sud contre des groupes mapuche, et affronte régulièrement des révoltes sociales importantes, comme celle contre le Transantiago en 2007, ou le mouvement lycéen (2006, 2011/12). Plusieurs compagnons (Claudia López en septembre 1998, Jhonny Cariqueo en mars 2008, Sebastián Oversluij en décembre 2013) ont aussi été assassinés par les forces de l'ordre démocratique, tout comme plusieurs camarades mapuche lors d'occupations de terre.

3. Voir *Chronique d'un chemin caillouteux*. Compilation de textes à propos de la répression anti-anarchiste en Bolivie et du prisonnier Henry Zegarrundo (Paris), février 2013, 32 p. A5



Incógnito, expériences qui défient l'identification, Chili, printemps 2012, 64 p.

[La version chilienne inclut six textes supplémentaires par rapport à celles italiennes puis françaises, dont un de Diego Rios et un autre de Gabriela Curilem]



A l'affût, expériences et réflexions anti-autoritaires autour de la clandestinité, Chili, juin 2010, 98 p.

La presse du pouvoir a aussi raconté que Felicity avait été au Chili, ce qui a servi à alimenter encore plus le délire des autorités mexicaines sur une prétendue organisation anarcho-insurrectionnaliste gravitant autour du blog *Liberación Total* et ayant pour base le Chili et le Mexique. Du pur délire.

L'expérience de Felicity a des similitudes avec des cas de compagnon-nes qui, dans des actions, en ont accompagné d'autres finalement morts, blessés ou arrêtés. On peut penser à la personne anonyme qui accompagnait Mauricio Morales, à celle qui était avec Tortuga, et à Mike en France, gravement blessé alors qu'il manipulait un engin explosif avec sa compagne Zoé. Il y a eu un grand silence de la part de ses proches, mais le compagnon a récemment diffusé une lettre parlant de sa situation et appelant à la solidarité (3). Courage et solidarité avec Mike !

Felicity a quant à elle écrit des communiqués, le dernier pour saluer le compagnon Mario López après sa sortie de prison en décembre 2012. Ainsi nous arrivons au thème des 2 semaines de solidarité avec la compagne qui ont eu lieu du 21 au 7 mars, et à laquelle nous avons voulu participer en creusant quelques idées sur la clandestinité de compagnon-nes anti-autoritaires, et en invitant tous les compagnon-nes à débattre sur ce thème, à réfléchir sur quoi faire dans de telles circonstances, et à connaître et partager les expériences qui peuvent se diffuser. Et dans ce débat, chère compagne Felicity, toi aussi tu as beaucoup à nous apporter. Nous espérons que tu vas bien et que tu continues d'écrire à ceux qui se considèrent comme tes compagnon-nes dans la lutte contre toute autorité.

Salut aux compas du squat *Isla Tortuga* qui ont organisé un repas anticarcéral dans

le cadre des 2 semaines de solidarité avec Felicity Ryder, nous leur envoyons toute notre estime pour maintenir vive la flamme de solidarité et espérons que ces initiatives se multiplient.

Avec le souvenir vif du compagnon anarchiste grec Lambros Foundas, mort en action en mars 2010,

Avec Punky Mauri présent dans chaque mot et action d'offensive anti-autoritaire, À la veille d'un nouveau 29 mars, jour du jeune combattant, Guerre sociale, anarchie et rébellion contre toute autorité !

Sin Banderas Ni Fronteras,
noyau d'agitation et
de propagande anti-autoritaire
mars 2013

NdT :

1. Publié en français sous le titre *Incognito, expériences qui défient l'identification*, ed. Nux-Vomica/Mutines Seditions (Alès/Paris), décembre 2011, 120 p.

2. Sur Luciano Pitronello (Tortuga), voir note 2 page 17. Quant à Mauricio Morales (Punky Mauri), il est mort le 22 mai 2009, emporté par la bombe qu'il s'apprêtait à poser devant l'École de Gendarmerie, à Santiago.

On peut lire à ce propos *Peste noire. Autour de la mort d'un compagnon au Chili, mais pas seulement* (Paris), juillet 2009, 16 p.

3. Le 1er mai 2009, dans une usine désaffectée à côté de Chambéry, l'engin que Zoé fabriquait avec son compagnon, Mike, lui a ôté la vie. Ce dernier, gravement blessé, sera condamné le 15 juin 2012 à 1 an de prison (dont 6 mois avec sursis). Il purgera les 2 mois restant à partir de janvier 2013, et publiera notamment une lettre publique, *Le coeur en cage, la rage au coeur... Quelques nouvelles depuis la maison d'arrêt de Chambéry* (10 janvier 2013) et *Plus d'écrou mais toujours les crocs* (25 mars 2013), à sa sortie. Enfin, un appel solidaire, *Face au chantage... (vive la solidarité !)*, était paru en décembre 2012.



Sin Banderas Ni Fronteras #2, mai 2012



Sin Banderas Ni Fronteras #4, avril 2013

Le 13 Novembre 2013 à 3 h du matin, la police espagnole fait irruption au domicile des compagnon-es chiliens Mónica et Francisco avant de les incarcérer, tandis que trois autres compagnons (Gerardo, Yune et Valeria) sont arrêtés et placés sous contrôle judiciaire pour «complicité».

La police, le ministère public, la presse et les ministres de l'intérieur (chiliens et espagnols) prétendent que Mónica et Francisco auraient posé le 2 octobre 2013 l'engin explosif qui a explosé dans la Basilique del Pilar de Saragosse, attaque revendiquée par le "commando insurreccionnel Mateo Morral".

Rappelons que Mónica et Francisco avaient été arrêtés, mis en examen puis en accusation au cours d'un des procès les plus longs de histoire judiciaire du Chili, dans ce qu'on a appelé le "Caso Bombas". Accusés sous la loi antiterroriste d'association illicite et d'attaques explosives, ils ont passé près de 9 mois dans les prisons de sécurité maximale de l'Etat chilien, et après que l'accusation d'association illicite soit tombée, ont été jugés avec trois autres compagnon-es pour différents délits (dépôts d'engins explosifs et financement de terrorisme), pour finalement être tous acquittés en juin 2012.

Du 16 au 22 décembre 2013 était appelée une « Semaine de solidarité internationale avec les 5 compagnon-nes arrêté-es le 13 novembre à Barcelone ». Des actions solidaires se sont déroulées un peu partout, au Chili et en Espagne bien sûr, mais aussi à Bristol (Angleterre), Olympia (Etats-Unis), Amsterdam (Hollande), Thèbes et Thessalonique (Grèce), Braga (Portugal), Paris (France), Berlin et Hambourg (Allemagne), Porto Alegre (Brésil), Montevideo (Uruguay) ou Vienne (Autriche), avant ou pendant cette semaine-là.

Il est important de comprendre et de valuer la clandestinité d'un-e compagnon-ne comme une décision personnelle de lutte. Mais il ne s'agit pas non plus de l'idéaliser comme une forme supérieure de l'affrontement, surtout lorsque cette décision est due aux poursuites de l'ennemi contre des compagnon-nes spécifiques avec l'émission de mandats de capture, de recherche, de détention, etc...

Il est aussi nécessaire de prendre en compte que l'ennemi a l'habitude de publier la photo de nos compagnon-nes clandestin-es dans ses moyens de communication, afin que les citoyens collaborent à leur capture. C'est donc une responsabilité et un acte de solidarité de notre part de retirer des pages d'information anarchistes –ou d'autre type de propagande– toute photo de compagnon-nes rentrés en clandestinité, pour faire obstacle, même si ce n'est pas grand chose, à la chasse que mène l'ennemi. Nous le soulignons ici, car lorsque le compagnon Hans Niemeyer est entré en clandestinité il y a quelques mois, certains blogs informatifs du milieu anti-autoritaire et d'autres compagnon-nes solidaires ont continué de mettre sa photo à côté des informations qui le concernaient ou dans la propagande solidaire avec lui.

Il est également important d'avoir conscience que, même si chaque jour qui passe sans que nos sœurs/frères en cavale soient capturés ridiculise l'ennemi et est un acte de propagande anti-autoritaire contre toute sa machinerie répressive, il se peut aussi qu'au cours de chacun de ces jours nos compagnon-nes aient mille nécessités, comme celle de ne pas se sentir seul-es après avoir été séparé-es de personnes/animaux proches et aimé-e-s, ou de certains projets et compagnon-ne-s. C'est pourquoi il est essentiel que chacun, dans la mesure de ses possibilités propres, contribue à ne pas couper les liens de com-

munication avec les compagnon-nes en cavale, et que nous les rendions présent-es dans l'échange d'expériences dans le contexte global de la guerre sociale. Avec des salutations à travers la propagande et des actions, ou en répondant à leurs communiqués envoyés de clandestinité, nous pourrions contribuer énormément à ce que le moral de nos frères/sœurs ne baisse pas malgré les obstacles. C'est comme cela que nous pouvons participer à générer des voies de communication et des réflexions, plutôt que de les nier ou de les couper, isolant ainsi encore plus les compagnon-nes clandestin-es.

Felicity Ryder, que le vent efface tes traces et te protège des chasseurs

« Dans ces moments difficiles, c'est très important pour moi d'avoir des gens proches ou éloignés qui sont solidaires, même sans me connaître. (...) Vive l'anarchie ! »

Lettre de la compagne Felicity Ryder depuis un endroit hors des cages, juillet 2012

Felicity a décidé de rentrer en clandestinité après l'arrestation du compagnon Mario López, arrêté en juin 2012 après avoir été blessé en portant un engin incendiaire qui a pris feu. A ce moment là, il avait sur lui des documents d'identité de Felicity. Mario a assumé la responsabilité de l'action, en indiquant que la compagne était juste là au moment où l'engin a explosé, et qu'il considère comme une erreur d'avoir eu sur lui ses papiers. Dans les premiers jours, la police et la presse du pouvoir ont essayé d'inventer que Felicity était arrêtée, mais quelques mois plus tard, la compagne a démenti cette version et reconnu son passage en clandestinité face aux poursuites lancées à son encontre.

Que l'oubli et le silence ne dévorent pas nos compagnon-ne-s...

« Ce qui est sûr, c'est que trop souvent les compagnon-nes sont seuls et se prennent des portes qui claquent dans la gueule. Souvent les compagnon-nes n'ont pas de quoi manger, errent sans avoir où dormir et doivent affronter dans la plus complète solitude les démons appointés. Souvent les frères/sœurs n'ont personne à qui parler, pas de vêtements pour se changer, personne avec qui discuter des tactiques. Souvent ils sont dif-famé-e-s sans possibilité de se défendre, et le silence n'est interrompu que par l'écho de l'infamie. Et cela se passe parce qu'au lieu de se retrousser les manches, de faire exister, créer et unir des volontés, certains préfèrent se retirer cyniquement, sombrer dans la peur. Dans la mesure où on ne comprend pas le rôle que joue chacun-e et l'importance vitale des gestes concrets, l'oubli continuera de dévorer des compagnon-nes séquestré-es, blessé-es, ou en cavale. »

La Graine Noire de Nos Convictions.
Des mots de la compagne Gabriela
depuis la clandestinité, août 2011

« Ceci n'est pas une plainte ni une énumération de douleurs, c'est écrit dans le but de contribuer à la discussion et à l'échange d'expériences, pour que l'on voit l'arrière-salle d'un thème qui paraît susciter peu de réflexions [...]. La revendication d'après moi ne porte pas sur la clandestinité (qui peut prendre fin à n'importe quel moment), mais sur la décision de lutte permanente, jusqu'au bout. Adviene ce qui pourra, quitte à y laisser la vie. »

En déployant les Ailes.
Réflexions depuis la clandestinité, par
la compagne Gabriela Curilem,
novembre 2010

Actuellement dans le territoire appelé Chili nous disposons de quelques expériences de compagnon-nes qui se sont déclarés en clandestinité et ont décrit ce choix comme une décision contre les poursuites des puissants. C'est le cas du compagnon anti-autoritaire Diego Ríos, du compagnon Hans Niemeyer, de la compagne Gabriela Curilem (sortie de clandestinité en 2012), des compagnons Juan Aliste et Marcelo Villarroel (actuellement emprisonnés, accusés du braquage d'une banque qui s'est soldé par la mort d'un flic). En outre, les appareils répressifs des puissants n'ont jamais pu trouver ni emprisonner le compagnon anonyme qui était avec Punky Mauri (mort dans une action en 2009), ni la personne qui accompagnait Tortuga (aujourd'hui en liberté conditionnelle), après son accident lors de l'explosion de la bombe qu'il posait contre une banque en 2011 (2).

Pour notre part, lorsqu'avec d'autres compagnon-nes nous avons réfléchi sur la clandestinité de compagnon-nes anti-autoritaires, nous avons centré nos analyses sur les différences qui existent avec la forme traditionnelle de clandestinité des organisations révolutionnaires hiérarchiques et centralisées, et sur la nécessité de posséder des moyens propres/autonomes dans la lutte multiforme contre le pouvoir.

Aujourd'hui, nous voulons mettre en débat d'autres nécessités et défis importants, à l'heure d'affronter la clandestinité de quelque compagnon-ne que ce soit, que nous le/la connaissions ou pas, que nous ayons ou pas des contacts directs avec celles ou ceux qui l'aident plus ou moins directement, car ceci est secondaire lorsque c'est le compagnonnage forgé par la décision de lutter contre l'autorité qui nous lie...

Contre l'offensive de l'ennemi, notre meilleure réponse c'est l'attaque

Briser le silence pour passer à l'action Sans certitude de ce qui est à venir, mais sans hésitation contre le Pouvoir

« Sans certitude de ce qui est à venir, mais sans hésitations contre le pouvoir. »

Paroles du compagnon anarchiste
Francisco Solar, emprisonné
en Espagne. décembre 2013

« Rester encore sur la défensive signifie enterrer un peu plus la possibilité d'une transformation révolutionnaire, chaque jour pendant lequel la domination se maintient. Il s'agit de prendre l'initiative et de passer à l'assaut. Non pas pour prouver quoi que ce soit au pouvoir, ni pour attirer les projecteurs des metteurs-en-scène de la politique et de la représentation sur soi, mais pour frapper et détruire les structures et les hommes qui incarnent l'autorité. Comme un cou-

rant souterrain qui sape les édifices millénaires de la domination. »

Extrait du texte Attaque, in Salto, subversion & anarchie, n°3 (Bruxelles),
juillet 2013

L'arrestation en Espagne de Mónica Caballero et Francisco Solar, accusé-es avec trois autres compagnon-nes sous enquête d'avoir attenté contre une église, acte qualifié par les puissants de « délit terroriste », nous a rempli-es de tristesse et de colère. La fraternité révolutionnaire nous amène à l'empathie avec ces compagnon-nes, aujourd'hui séquestré-es dans un lointain pays, avec des mesures spéciales de confinement (FIES2) et tout un appareil répressif et de communication destiné à criminaliser leurs vies.

Malgré les sentiments et émotions adverses, nous savons que dans la lutte pour la destruction de l'autorité, notre ennemi-organisé de manière globale- s'efforce d'anéantir par tous les moyens et partout dans le monde celles et ceux qui résistent

et passent à l'offensive contre la domination.

Face à cela, nous de *Sin Banderas Ni Fronteras*, pensons que c'est le moment d'élever spécialement la voix et de passer à l'action dans une perspective solidaire protéiforme. Tout en abordant le cas concret de compagnon-nes comme Mónica et Francisco, celle-ci doit surtout contribuer à propager et à approfondir l'antagonisme actif contre le pouvoir et sa société.

Pour cela il est d'abord essentiel d'analyser le coup répressif qui s'est produit en Espagne, en le plaçant dans la continuité de la vengeance historique et des poursuites du pouvoir contre celles et ceux qui le combattent sans se repentir de leurs positions de lutte. En effet, ce n'est pas un simple caprice de la part de certaines autorités particulièrement acharnées. Il est en outre essentiel de prêter attention au climat que crée l'ennemi au Chili, en lançant une nouvelle opération de communication contre les secteurs radicaux de la mouvance anarchiste.

Les compagnon-nes à l'étranger ne sont pas forcément au courant de la situation qui se met en place au Chili, et pensent peut-être que l'intérêt de l'Etat chilien se focalise uniquement sur Mónica, Francisco et les autres compagnon-nes en Espagne. Mais il est certain qu'avec de nouveaux et vieux éléments, l'ennemi tente une fois encore de créer ici un scénario médiatique dirigé contre certains secteurs anarchistes. Ce genre de mise en scène précède habituellement les opérations répressives contre des compagnon-nes et des milieux de lutte anti-autoritaires, et celle-ci s'est amplifiée surtout à partir de la mort du compagnon anarchiste Sebastian Oversluij et de l'arrestation de deux de ses compagnons au cours d'un braquage de banque, le 11 décembre dernier (1).

Il nous intéresse ici d'analyser comment s'exprime cette offensive du pouvoir, en partant bien sûr du fait que nous n'avons rien d'autre à attendre de l'ennemi que son hostilité et la répression. Les réflexions suivantes visent donc à contribuer à l'analyse pour réfléchir et comprendre ce moment et pour passer à l'action dans une perspective insurgée d'offensive anti-autoritaire contre le pouvoir.

La donne c'est la guerre

« Rendons palpable, une fois encore, cette belle pratique subversive hautement criminalisée : l'amour, le respect et la solidarité entre pairs, loin de tout fétichisme iconographique et de la martyrologie pamphlétaire. Promouvons l'articulation consciente et instinctive de réseaux de complicité dans le quotidien de la lutte contre le pouvoir et toute autorité. »

Freddy Fuentesvilla, Juan Aliste et Marcelo Villarroel, Hans Niemeyer, Carlos Gutiérrez Quiduleo. En grève de la faim de 5 jours en solidarité avec Mónica et Francisco, décembre 2013

« Les anarchistes seront toujours les ennemis du Pouvoir (...) C'est pourquoi il est inutile de penser que celles et ceux qui sont contre le Pouvoir (...) peuvent avoir une vie facile. »

Texte en solidarité avec Nicola gai et Alfredo Cospito, compagnons incarcérés en Italie pour avoir tiré dans la jambe du directeur de l'entreprise *Ansaldo Nucleare*

Partons du constat que Mónica et Francisco sont des compagnon-nes anti-autoritaires relaxé-es pour ce qu'on a appelé au Chili le « Caso Bombas » en 2012. Il est évident que l'Etat chilien, entité oppressive et ennemie de la liberté, mène son action à leur rencontre dans la dynamique

Quelques réflexions autour de la clandestinité

« Je suis fière d'être anarchiste, d'être ennemie du Pouvoir, de l'autorité et de l'Etat. »

Felicity Ann Ryder

Cela fait presque deux ans que nous avons diffusé un texte en solidarité avec le compagnon anti-autoritaire [chilien] Diego Ríos, en clandestinité depuis 2009 (suite au mandat de capture émis contre lui, après la dénonciation de sa mère qui avait trouvé dans sa chambre du matériel pour fabriquer des explosifs). À cette occasion nous avons partagé quelques réflexions sur les particularités de la clandestinité de compagnon-nes anti-autoritaires et anarchistes. Un effort similaire avait été fait il y a trois ans (juin 2010), lors de l'écriture et de la publication de *Al Acecho* (À l'affût). Ce livre sur l'affaire de Diego Ríos, est pour nous le premier texte écrit au Chili qui aborde la thématique de la clandestinité depuis une perspective anti-autoritaire et à partir d'un cas concret. D'autres textes, comme le livre *Incognito* (1), au printemps 2012, et les

communiqués de la compagne Gabriella Curilem ont aussi traité des expériences de clandestinité de compagnon-nes anarchistes/anti-autoritaires, thématique qui semble assez peu discutée par ici.

Nous avons donc déjà partagé l'idée que saluer les compagnons en cavale, c'est saluer leur décision de lutte, leur choix d'échapper à la prison, qui est aussi une action contre les tentatives du pouvoir d'enfermer ceux qui le combattent.

Aujourd'hui nous voulons saluer en particulier la compagne en cavale Felicity Ann Ryder, dans le cadre de l'appel réalisé anonymement à deux semaines de solidarité avec elle, du 21 février au 7 mars 2013. Nous voulons saluer la compagne et lancer en l'air quelques idées sur la clandestinité pour enrichir notre praxis anti-autoritaire. Elles sont le fruit d'apprentissages individuels et collectifs dans la démarche d'aiguiser nos positions dans le contexte permanent de la guerre sociale.

• Le mardi 26 juin 2012, deux explosions se produisent successivement à différents endroits du sud de Mexico. La première a lieu au 501 de la carretera Picacho Ajusco vers 23h40. L'engin explosif artisanal, placé contre un centre de paiement de la CFE (Comisión Federal de Electricidad) a détruit les plafonds, du mobilier et des vitres et endommage un distributeur automatique.

Vers 00h40, à l'angle de Vicente Guerrero et Londres, dans La colonia del Carmen, le compagnon Mario López (27 ans), est grièvement blessé par l'explosion accidentelle d'un engin incendiaire [qu'il s'apprêtait à déposer contre un immeuble du PRD, parti de gauche mené par Obrador]. Il sera incarcéré jusqu'au 28 décembre 2012, où il sortira sous contrôle judiciaire et sur caution (5000 euros). Son procès n'a toujours pas eu lieu.

La compagne Felicity Ann Ryder, dont le passeport a été retrouvé dans le sac de Mario, part alors dans la nature. Elle court toujours à ce jour, et a écrit plusieurs lettres publiques depuis la clandestinité. Bonne chance à elle. Du 21 février au 7 mars 2013 se sont déroulées deux semaines d'actions solidaires avec elle.

[Voir Mexique : matériel autour du compagon Mario («Tripa»), blessé dans une explosion accidentelle, sur cette semaine.free.fr/spip, 13 août 2012]

• Le 14 août 2010, le centre social Sacco y Vanzetti est perquisitionné à Santiago du Chili. C'est le début de l'affaire Caso Bombas, où quatorze compagnons et camarades accusés d'attaques explosives feront pour certains 9 mois de prison, avant d'être tous acquittés en juin 2012 de l'ensemble des charges, y compris l'association terroriste.

Gabriela Curilem n'est pas au centre social lors de la perquisition, son lieu de résidence. Accusée de financement de l'association terroriste, elle part dans la nature, d'où elle publiera plusieurs lettres publiques. Le 19 novembre 2012, après deux années et demie de clandestinité et l'acquiescement, elle se rendra, libre, aux autorités judiciaires pour régler sa situation (dans un premier temps, elle devra pointer au comico).

historique de poursuite et de châtiement des révolutionnaires et rebelles. Dans le cas présent, cela prend la forme d'une vengeance internationale contre celles et ceux qui portent dans leur vie la lutte permanente contre la domination. Cette dynamique répressive a certes connu diverses échelles et niveaux à travers l'histoire, néanmoins nous pouvons identifier ici quelques éléments concrets à prendre en compte.

Par exemple :

- La poursuite et le châtiement contre une position de vie anti-autoritaire.
- La vengeance internationale qui punit l'audace de maintenir cette position de lutte malgré une incarcération antérieure pour leurs idées et leurs pratiques de vie. Le prétexte en est l'accusation de participation à des attaques explosives.
- La mise en place d'un cercle répressif, social et médiatique, visant à semer la crainte chez les éventuelles volontés solidaires, et à isoler les compagnon-nes aux mains de la répression.
- La diffusion d'infamies et de condamnations médiatiques contre celles et ceux qui s'identifient avec les idées et les pratiques

anarchistes d'offensive, pour générer la peur et l'isolement vis-à-vis de tout un ensemble d'idées et de pratiques anti-autoritaires, et particulièrement contre les compagnon-nes menant des activités ouvertes à partir d'idées insurgées.

Comme nous l'avons déjà dit, cette dynamique ne nous surprend pas, puisqu'elle fait historiquement partie de la manière d'agir contre-révolutionnaire des Etats, et plus spécifiquement de la tradition de contre-insurrection. Ces stratégies se sont notamment propagées dans les Etats occidentaux à partir de la deuxième moitié du XXe siècle, pour combattre les divers mouvements révolutionnaires, que ce soit sous des régimes dictatoriaux ou dans des systèmes démocratiques, comme c'est le cas actuellement.

La collaboration et la coopération répressive entre Etats et les poursuites internationales contre des compagnon-nes font également partie de l'histoire des pratiques des puissants.

Dans le cas de l'arrestation de Mónica et Francisco, le chef des appareils des ser-



vices de renseignement de l'Etat chilien a fait le voyage en Europe afin de fournir des antécédents pouvant servir à justifier les arrestations, et alimenter l'idée d'une organisation criminelle internationale de terroristes anarchistes. Comme l'a mentionné la presse chilienne, ce chefaillon des renseignements s'était aussi réuni avec des représentants de la répression du Mexique, de Grèce, d'Italie, de Belgique et d'autres pays pour analyser le phénomène de l'anarchisme insurrectionnel et coordonner des actions communes destinées à frapper l'offensive anti-autoritaire, aussi bien à l'échelle locale que globale.

Quelle que soit la propagande dont l'Etat fait étalage, il ne s'agit ni plus ni moins que de la logique historique de coopération et de coordination répressive inter-étatique, dont bien des exemples sont connus. Rappelons-nous la répression internationale contre les anarchistes européens au début du XXe siècle, forgée à l'aide de mesures communes (comme les lois spéciales et le durcissement des peines), afin de freiner les actions de révolte et les conspirations anarchistes impulsées par des compagnon-nés partisan-nés de l'idée de la « propagande par le fait ».

Ou encore de la répression articulée internationalement pendant les dictatures civilo-militaires des années 70 dans le Cône Sud de l'Amérique. Ce qu'on a appelé le *Plan Condor*, a ainsi permis de frapper les groupes révolutionnaires et guérilleros de pays comme le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Brésil, par la circulation de l'information entre les services de renseignements, l'échange de prisonnier-es entre les Etats et le développement d'opérations répressives de grande envergure, camouflant l'anéantissement et la disparition forcée.

La même dynamique de collaboration est aussi apparue lorsqu'en 2008 l'Etat argentin a capturé sur son territoire Freddy Fuentevilla, Marcelo Villarroel, ainsi que Juan Aliste en 2010. Ces camarades étaient partis en cavale du Chili après avoir été accusés de l'assassinat d'un flic en 2007 lors d'un braquage. Après un séjour dans les prisons argentines, ils ont été transférés au Chili comme des prisonniers de guerre et tout le déploiement de force correspondant. Ils y affrontent aujourd'hui, après plus de trois ans de prison préventive, la mise en scène judiciaire avec une dignité combative.

C'est encore cette même logique –la collaboration répressive internationale– qui est à l'œuvre dans les récentes opérations répressives (comme *Ardire* en juin 2012) contre des compagnon-nés en Italie, dans lesquelles les procureurs ont incorporé des accusations spécifiques contre des compagnons incarcérés à l'étranger, comme Marco Camenisch (en Suisse), Gabriel Pombo Da Silva (en Espagne) ou ceux de l'organisation révolutionnaire de la *Conspiration des Cellules du Feu*, en prison en Grèce. Dans ce cas, le coup répressif a pour but d'étendre la répression contre l'offensive anti-autoritaire au niveau européen, et de punir la solidarité internationale en alimentant les délires des procureurs et en ajoutant des années de prison supplémentaires aux compagnon-es.

Tous ces exemples font partie de la dynamique d'affrontement historique contre la domination que nous avons déjà évoquée. En ce sens, ce ne sont ni des « abus » ni des « excès » du pouvoir.

Tout comme cette dynamique ne devrait pas nous étonner, elle ne peut non plus nous prendre au dépourvu ou nous laisser indifférent-es, surtout lorsqu'elle se déroule juste sous nos yeux.

NdT :

1. L'élection présidentielle chilienne (couplée aux législatives et sénatoriales) s'est déroulée les 17 novembre et 15 décembre 2013. Mais la campagne avait commencé dès juin avec les Primaires des deux grands partis. Finalement, c'est la gôche de

Bachelet qui est passée, ce qui ne change pas grand chose par rapport à son prédécesseur de l'autre bord.



Santiago (Chili), 26 août 2011

des années 2000, le nouvel « ennemi intérieur » de l'Etat chilien : anarchistes, mouches et autres cagoulés-es.

Lorsque certain-es d'entre nous, anarchistes et anti-autoritaires sortent dans la rue chaque 11 septembre, c'est pour agiter contre la continuité de l'oppression et manifester clairement que la démocratie torture et assassine aussi, qu'elle domine, soumet et trompe aussi. Cependant, la mort de la compagne Claudia López donne une signification supplémentaire à cette date historique. C'est pour nous un appel à maintenir vivant, en pratique, le souvenir de la compagne qui a décidé de briser, dans sa vie et dans la rue, les chaînes de l'oppression, malgré le contexte toujours adverse de l'aliénation sociale massive.

Parce que la mémoire combative n'est rien d'autre que le souvenir et la continuité des options de lutte qu'ont pris nos compagnons en vie. Que leurs vies ne s'éteignent pas. Qu'elles s'incendent avec chaque barricade.

Pour terminer... 203 ans après la création de l'Etat chilien : toujours anti-patriotiques !

Après les commémorations des 40 ans du coup d'Etat et la production aussi massive que compulsive de célébrations mémoriales de divers secteurs –pour la plupart sans aucun contenu critique quant à la domination présente–, les commémorations historiques et les apparences de réflexion ont facilement été remplacées par les drapeaux chiliens et les outils d'aliénation déployés dans la société pour célébrer l'origine de la création de l'Etat chilien, le 18 septembre 1810.

Avec beaucoup de barbaque, d'alcool et de défoulement dans les rues et les quartiers, les patriotes citoyen-nes –sans compter ceux qui s'autonomment sujets révolutionnaires– prennent part à cette avalanche d'excès et d'aliénation qui renforcent l'existence et la continuité de l'Etat et de l'autorité.

Face à cela, notre position de guerre contre le Pouvoir est claire, et nous place du côté de celles et ceux qui refusent par tous les moyens possibles de reproduire en acte le carnaval patriotard.

Nous sommes anti-autoritaires par essence, et antipatriotique en conséquence. Nous ne faisons pas partie, ni dans la forme, ni dans le fond des célébrations défiant l'Etat qui maintient en prison nos compagnons et camarades Hans Niemeyer, Freddy Fuentevilla, Marcelo Villaroel et Nicolás Sandoval.

Nous n'oublions pas nos compagnons qui résistent dans les prisons chiliennes et du monde entier. En des temps d'aliénation, nous reprenons la propagande contre le patriotisme, l'armée et le massacre des animaux lors des fêtes patriotiques, comme partie prenante du conflit permanent contre toute autorité.

Contre vents et marées,
Avec la force individuelle et la projection collective vers la Liberté,
Avec toutes les formes de lutte autonome et radicale,
Guerre sans trêve contre toute forme de pouvoir et d'autorité !

Sin Banderas Ni Fronteras,
noyau d'agitation et
de propagande antiautoritaire
septembre 2013

Le rôle de l'alliance entre la presse et le renseignement policier

« Quand nous parlons de répression médiatique et policière, nous ne faisons pas allusion au fait que la presse agit parfois de manière « policière » ou que la police profite de son influence sur la presse... La presse cible et la police tire, et ce n'est pas le diable qui charge les armes, mais bien la presse et la police à l'unisson. »

Texte d'anarchistes d'Espagne en solidarité avec Mónica, Francisco et les compagnon-nes arrêté-es et accusé-es de l'attaque revendiquée par le Comando Mateo Morral, novembre 2013

Depuis l'arrestation de Mónica, Francisco et trois autres compagnon-nes en Espagne le 13 novembre dernier, les médias chiliens qui coopèrent avec le pouvoir ont intensifié la production de dépêches de presse et de reportages sur les compagnon-nes, ainsi que sur la réalité actuelle de l'anarchisme au Chili.

A travers ces informations a été diffusée la version officielle du gouvernement, célébrant les arrestations et tout fier des apparences de victoire qu'elles lui donnent après l'échec juridique du « Caso Bombas » en 2012 (marqué par le manque de preuves quant à la participation des accusé-es aux attaques explosives, et non pas pour « des erreurs de procédure » comme il le prétend). On essaie ainsi de faire croire que l'Etat et ses sbires avaient raison d'accuser les compagnon-nes dans le « Caso Bombas ».

La presse contribue aussi à configurer un contexte anti-anarchiste en multipliant notamment les interviews du misérable ex-procureur du « Caso Bombas » et les re-

portages sur l'actualité des squats et des centres sociaux perquisitionnés au cours de l'opération répressive d'août 2010.

Un journal en particulier (*La Segunda*), a été chargé par le renseignement policier de la mission de porte-parole principal. Les journalistes ont reçu un scénario parfait rédigé dans les bureaux des flics et vendu comme vérité que le pouvoir prétend imposer et diffuser.

Cette alliance entre les médias et les services de renseignements n'est pas non plus une nouveauté. Il suffit de rappeler comment procureurs et keufs du renseignement se sont appuyés sur la presse (essentiellement sur le quotidien *El Mercurio* puis sur *La Tercera*) pour préparer le terrain de la communication et justifier ensuite l'arrestation des 14 compagnon-nes dans le cadre du « Caso Bombas ». Ils diffusaient alors comme un fait établi l'invention du Parquet quant à l'existence d'une association illicite terroriste, accusation invalidée par la suite au cours du procès.

Aujourd'hui, usant d'une stratégie bien connue, les agents du renseignement policier chilien –notamment la Direction Du Renseignement des Carabiniers (DIPOL-CAR)– recyclent de vieux rapports et d'anciens scénarios, en les présentant comme de grandes trouvailles des enquêtes récentes. Avec quelques éléments nouveaux, ils les utilisent dans une nouvelle entreprise de communication pour renforcer les thèses policières déjà invalidées aussi bien judiciairement que socialement, et diffuser toute une série d'infamies et d'attaques contre la praxis anti-autoritaire de tendance insurrectionnelle. Ce n'est pas par victimisme que nous exposons tout ceci, mais afin de contribuer à l'analyse du contexte et de ses différents éléments, et ainsi de projeter la lutte sans tomber dans l'immobilisme. Il nous intéresse ici d'iden-

tifier comment le pouvoir opère et comment il tente d'extirper l'insurrection du territoire dominé par l'Etat chilien. Ainsi la stratégie de l'ennemi à travers la presse s'est focalisée sur les points suivants :

- L'axiome de l'existence d'une organisation terroriste anarchiste avec une logistique internationale.
- La création d'une fausse polarisation entre les « bon-nes » et les « méchant-es » anarchistes, les « théoriques » et les « pratiques », les « sociaux » et les « avant-gardistes », qui seraient représentés –selon le discours stratégique de l'ennemi– d'un coté par ceux qui développent un travail intellectuel et d'insertion sociale, et de l'autre par celles et ceux qui posent des bombes revendiquées sur des sites internet anarchistes.
- L'axiome de l'existence de leaders chez les anarchistes insurrectionnels : d'an-ciens militants d'organisations de guérilla urbaine marxiste agiraient dans l'ombre, recrutant, endoctrinant et préparant des jeunes à poser des bombes. Ces derniers seraient d'ailleurs venu-es à l'anarchisme en raison de problèmes et de frustrations personnels.
- Le fait de vider la praxis anti-autoritaire insurrectionnelle de son contenu intégral pour la réduire au seul exercice de pose d'engins explosifs.

Tous ces éléments constituent la stratégie de l'ennemi pour attaquer et isoler les idées et pratiques anti-autoritaires insurrectionnelles. Ils visent directement les milieux de lutte anarchiste et tentent d'empêcher par tous les moyens leur connexion avec d'autres luttes, d'autres acteurs, afin d'éviter des contextes d'agitation, de révolte et de perte de contrôle généralisées.

Le rôle des « bons anarchistes » Qui est avant-gardiste ?

« Personne ne peut croire que la révolution sociale et la subversion seraient uniquement l'œuvre des groupes d'action. Ils ne sont ni plus ni moins que ce qu'ils sont et sont capables de faire : un peu de levure dans la fermentation sociale, un peu de courage et de détermination face à la résignation et la collaboration, quelques suggestions par rapport à l'identification de l'ennemi et des destructeurs acharnés et passionnés. Mais individuellement, c'est la grande aventure d'une vie conçue comme révolte, le doux sentiment de palper parfois la cohérence entre ce que nous pensons et ce que nous faisons. La révolte, c'est la vie. »

Extrait du texte *Attaque, in Salto, subversion & anarchie*, n°3 (Bruxelles), juillet 2013

C'est donc par cette stratégie que le pouvoir attaque l'idée de l'insurrection et de la révolte, entendue comme praxis contagieuse, reproductible et appropriable par chaque personne disposée à passer à l'offensive par tous les moyens possibles contre la domination. Dans ce but, l'ennemi s'efforce aussi de passer sous silence et de nier le caractère protéiforme de la lutte anti-autoritaire, en présentant les insurgés comme des êtres étrangers à la réalité et l'insurrection comme l'œuvre de spécialistes politico-militaires. Il reprend ainsi à son compte les schémas des vieilles et nouvelles organisations hiérarchiques de la gauche armée.

Dans le même temps, les agents de la répression adoucent les organisations anarchistes qui n'assument pas une position d'offensive contre la domination, mais développent plutôt leur activité politique par la recherche et la reproduction d'espaces

d'hommes et de femmes luttant contre la dictature et le capitalisme.

Pourtant, il est aujourd'hui indispensable pour la projectualité de la lutte anti-autoritaire –surtout en ces temps d'élections présidentielles (1)– de propager l'idée que la Démocratie constitue le perfectionnement de la domination et de la violence étatique sous des formes plus raffinées : caméras, lois, prisons, policiers, valeurs de commandement/obéissance et citoyen-nes complices qui soutiennent et défendent la continuité du système autoritaire et d'exploitation.

Comme le souligne un tract distribué par des compagnon-nes lors de la manifestation du 11 septembre : « *ni dictature militaire, ni démocratie sociale, ni pouvoir populaire. Aujourd'hui, notre lutte est contre toute forme de gouvernement, de pouvoir et d'autorité. Nous sommes les combattant-es d'une lutte historique pour la libération totale, qui ne peut être ni arrêtée ni anéantie, tant que notre volonté, notre conscience et notre action resteront en guerre et avec dignité.* »

40 ans après le coup d'Etat, notre mémoire d'action insurgée est aux côtés de toutes celles et ceux qui ont été frappés par la répression ou sont mort-es en lutte.

Nous nous souvenons –comme d'autres l'ont déjà fait, renforçant notre mémoire antiautoritaire– de Flora Sanhueza, anarchiste assassinée durant la Dictature, le 18 septembre 1974 ; de Claudia López, anarchiste assassinée par les keufs en Démocratie le 11 septembre 1998 ; de Johnny Cariqueo, anarchiste mort sous les tortures des keufs le 29 mars 2008 ; et de Mauricio Morales, anarchiste mort suite à l'explosion de sa bombe près de l'Ecole de Gendarmerie, en 2009.

15 ans après la mort au combat de la compagne Claudia López

Quinze ans après la mort de cette compagne anarchiste, nous répétons ce que nous avons déjà écrit auparavant et que nous considérons toujours comme complètement valable.

La compagne Claudia López est le reflet d'une génération de compagnon-nes anti-autoitaires qui ont décidé de donner une continuité au conflit contre les puissants après le retour à la démocratie, au milieu de la léthargie des opprimés et après que les organisations armées marxistes aient été désarticulées. Claudia López fut l'une de ces compagnon-nes qui, en partant de l'autonomie insurgée, commencèrent à surgir dans des espaces universitaires comme le Cordón Macul, brisant la peur et la passivité régnaient par la propagande, les blocages de rues et les affrontements avec les gardiens de l'ordre. Ces compagnon-nes, toujours minoritaires, ont monté leurs barricades en attaquant la normalité oppressive de la domination démocratique, et ont mis sur le tapis des idées révolutionnaires en des temps où beaucoup affirmaient la déroute de tout antagonisme contre le monde capitaliste. Surtout, ils et elles ont commencé à redonner vie en théorie et en pratique à l'expérience de l'autonomie et de l'organisation horizontale anti-autoritaire.

La compagne Claudia López a été assassinée le 11 septembre 1998. Les policiers lui ont tiré dans le dos, alors qu'elle participait à une barricade dans le quartier de La Pincoya. Elle est morte en combattant. Sa mort fut le prélude à d'autres meurtres perpétrés par l'ordre démocratique : Daniel Menco, Alex Lemún, Jhonny Cariqueo, etc. Des compagnon-nes représentatifs du sujet social qui est devenu le nouvel objectif à réprimer pour le Pouvoir dès le début

vantage de conviction que cette opération répressive a eu de sérieuses conséquences sur notre environnement de lutte. Nous avons déjà commenté dans nos publications –et d'autres compagnon-nes l'ont également fait dans des conversations ou au cours de diverses activités– que, malheureusement, suite au coup répressif d'août 2010, les idées et les propositions de lutte qui caractérisaient la mouvance anarchiste anti-autoritaire se reconnaissant dans l'insurrection, la guerre contre le Pouvoir, l'offensive anti-autoritaire etc. ont manifesté un silence éloquent dans la diffusion de leurs positions.

Cela a eu pour conséquence un repli dans la lutte, ainsi que le fait que toute une série de postures et de propositions forgées, partagées et défendues collectivement, se sont retrouvées invisibilisées, comme par exemple l'idée d'agitation et de tension permanente dans tous les domaines de notre vie, la solidarité insurgée, les propositions sur les groupes d'affinité et l'organisation informelle etc. Cette situation, à laquelle de nombreux compagnon-nes ont contribué, dans une plus ou moins grande mesure, a participé à créer un contexte adverse pour la transmission et la continuité de la praxis anarchiste insurgée, et un terrain favorable pour l'avancée de l'ennemi face au silence et à la peur qui ont fleuri parmi les compagnons.

Pour celles et ceux qui ont brisé le silence et la peur dans la rue et les espaces quotidiens, la tâche n'a pas été facile. Nous avons décidé de commencer à agiter pour les compagnon-nes emprisonné-es, dans une optique anti autoritaire et insurrectionnelle, et sans nous laisser paralyser par la répression. Face à la fermeture d'espaces de rencontre et de réflexion collective, nous avons essayé d'ouvrir d'autres canaux de communication avec de nouveaux compagnon-nes. Et surtout,

nous avons fait tout le possible pour comprendre pourquoi plusieurs de nos compagnon-es se comportaient comme si nous n'avions jamais, ne serait-ce que parlé de la guerre contre toute forme d'autorité.

Malheureusement, ce n'est pas sans douleur ni perte de confiance que nous avons vu certain-es compagnon-nes avec lequel-les nous avons grandi, disparaître de la lutte ou remettre en question l'idée de la guerre contre le pouvoir, pour adoucir leurs discours et leurs pratiques de vie et, aujourd'hui que les eaux sont redevenues plus calmes, réapparaître publiquement en défendant l'insurrection, parfois sans plus d'autocritique ni de propositions pour le présent.

C'est pourquoi, aujourd'hui comme hier, il est important d'avoir clairement à l'esprit que ce coup répressif n'est, ni ne sera, le premier ni le dernier contre la lutte anti-autoritaire. Cela nous appelle à assumer le défi de réfléchir et d'agir pour contribuer maintenant à ce que la répression ne freine pas la lutte et que les milieux qui lui donnent vie ne disparaissent pas suite à la fragmentation, au silence et au défaitisme.

... soyons en continuité historique avec la lutte protéiforme contre le pouvoir, et non pas avec la défaite, la désertion et la commodité.

40 ans après le coup d'Etat au Chili : nous sommes en guerre contre toute autorité

Pendant 17 ans, de septembre 1973 à 1990, l'Etat chilien a appliqué la terreur systématique et quotidienne en la planifiant particulièrement à travers une dictature civico-militaire qui a réprimé, torturé, persécuté et assassiné des milliers

de pouvoir. C'est en effet ce que font depuis des années certaines organisations de tendance anarchiste/« libertaire », sur ce territoire comme sur d'autres. Elles sont présentées comme les « bons anarchistes », parce qu'elles refusent l'idée de l'attaque minoritaire contre l'Etat et la domination, que ce soit par la parole, la propagande ou l'action directe.

Cela fait des années que ces groupes parviennent à donner une image pacifique en se présentant aux yeux des services de renseignement comme des jeunes inoffensifs en posant leur stratégie de quête des « espaces de pouvoir » et « d'insertion dans les masses » comme des formes supérieures d'action. Ils renient aussi le rôle de l'action directe minoritaire dans l'histoire de la lutte anarchiste. Nous pouvons accepter certaines différences, mais quelques-unes de ces organisations qui se font appeler « libertaires » finissent malheureusement par s'aligner sur les positions de l'ennemi.

Elles condamnent ainsi des groupes d'action anarchiste qu'elles taxent d'« avant-gardistes », alors qu'ils se sont exprimés en théorie et en pratique contre les avant-gardes et toute autorité. Enfin, elles renient tout lien et refusent toute solidarité avec les secteurs plus autonomes et radicaux de la mouvance anarchiste. Ainsi, ces libertaires tentent d'apparaître comme l'unique et le meilleur référent de la lutte anarchiste. Alors qui est avant-gardiste ?

Pour finir, l'ennemi a de nouveau recours, par le biais de ses journalistes serviles, à la tactique qui consiste à exposer médiatiquement les vies de compagnon-nes tels que celles et ceux accusé-es puis relaxé-es dans le Caso Bombas ou que Luciano Pitronello (2). Il se venge ainsi de leur décision de rester en lutte, et de la solidarité qu'ils ont affirmée avec d'autres compagnon-nes emprisonné-es.

Tout cela sert à criminaliser des relations sociales et des positions de vie anti-autoritaires, en les présentant comme des aberrations, dans le cadre d'une structure criminelle et terroriste composée d'individus avec des problèmes personnels et mentaux, comme s'il s'agissait de sectes armées.

Tel est le constat.

La différence qualitative entre lire les circonstances en les affrontant avec dignité, et générer nos propres circonstances en tant que protagonistes de l'offensive contre le pouvoir

« Ce qu'on tente de désactiver, c'est la possible confluence entre cette violence politique, cette insurrection de basse intensité, et des situations de conflictualité sociale croissante, c'est à dire que se produise une sorte de superposition de foyers de conflit avec des ingrédients de violence politique qui pourraient avoir un dangereux effet multiplicateur de ces actions décentralisées, simples et sans grand déploiement de moyens matériels. »

Paroles du compagnon Hans Niemeyer (3), pour la présentation du livre *Estruendo, la asociacion ilicita terrorista en la legislación chilena a la luz del Caso Bombas* de Julio Cortés, ed. Perro negro, novembre 2013

Tout ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux soulève la question classique de ce que nous pouvons faire, de comment affronter cette impitoyable machinerie pensée pour anéantir tout germe de révolte et de liberté.

Pour nous, une position de guerre nécessite des réponses immédiates et concrètes

provenant de l'analyse et de la réflexion collectives, mais qui partent avant tout de la volonté individuelle de passer à l'offensive et de contrecarrer l'avancée de l'ennemi. Pour cela, il est essentiel de ne laisser aucune place au silence et de réaffirmer notre positionnement anti-autoritaire d'offensive contre le pouvoir, en l'affûtant dans le discours et dans la pratique, en interaction avec nos compagnon-nes. Il s'agit aussi de le diffuser à un niveau plus ample pour combattre de manière effective l'isolement et les infamies que promet le pouvoir.

Nous considérons donc comme indispensable de lier la solidarité avec les compagnon-nes arrêté-es et mis-es en examen en Espagne et ailleurs avec le contexte plus large de la guerre sociale et, à l'intérieur de cela, avec le contexte de l'offensive anti-autoritaire au Chili. Avec une projectivité qui vise à étendre et à aiguïser la lutte, nous insérons notre agir dans la continuité historique de l'affrontement constant avec les forces de la domination. Nous évitons ainsi le risque de séparer le soutien à nos compagnons de l'ample contexte de la lutte contre le pouvoir.

Nous pensons aujourd'hui essentiel de réaffirmer, renforcer, défendre et diffuser les positions propres à la lutte anti-autoritaire insurrectionnelle. Condamnées par l'ennemi, elles ont été forgées à la chaudière de l'expérience historique de divers compagnon-nes, sur ce territoire comme en d'autres lieux et en d'autres temps. Au Chili, ces positions –comme les idées et les pratiques– se sont développées au cours des deux dernières décennies, notamment par le dépassement et la négation critique des paradigmes de la théorie et de l'action marxiste-léniniste, de l'avant-gardisme (armé ou pas), des organisations hiérarchiques et du concept de prise du pouvoir comme stratégie de lutte révolutionnaire.

Voilà quelques-unes de nos idées primordiales que nous pensons nécessaire de réaffirmer et de défendre avec plus de force que jamais :

- L'insurrection anti-autoritaire est une condition nécessaire pour détruire le pouvoir dans nos vies et construire la vie en liberté, en refusant la conception marxiste-léniniste de l'insurrection selon laquelle un contexte de déstabilisation de l'ordre social est compris comme un premier pas pour la prise du pouvoir et l'établissement de nouveaux régimes autoritaires.
- L'insurrection anti-autoritaire –comme processus permanent de libération– n'est pas l'œuvre de spécialistes de la révolution, mais de personnes qui ont simplement abandonné les excuses ajournant le conflit direct avec les ennemis de la liberté, et ont décidé de ne pas attendre de supposées « meilleures conditions » pour passer à l'offensive contre les forces de domination.
- Dans une optique d'offensive anti-autoritaire protéiforme, tous les moyens de lutte sont valides et nécessaires, à condition qu'ils ne transigent pas avec les logiques du pouvoir, et qu'ils visent à construire au présent une vie fondée sur les valeurs de la liberté par la destruction de toute autorité.
- La valeur d'un acte passe par son contenu anti-autoritaire d'offensive, et pas nécessairement par les matériels utilisés ou le dégât matériel qu'il occasionne à l'édifice de la domination. Les livres, les réflexions, les bibliothèques, les barricades, les assemblées de quartier, la propagande écrite, les attaques incendiaires, les explosions et autres types d'actions ont été, sont et seront des formes d'expression de la lutte anti-autoritaire insurrectionnelle, dès lors que leur objectif n'est pas le compromis avec les oppresseurs, mais la libé-

Réflexions à partir du combat minoritaire

A nos compagnon-nes de parcours dans la lutte pour la liberté. A nos frères et sœurs dans l'offensive anti-autoritaire. Aux nouvelles générations de rebelles et à celles et ceux qui dédient leur vie à la lutte anarchiste dans une perspective insurrectionnelle d'action protéiforme.

Après deux mois passés sans écrire en tant que *Sans Drapeaux ni Frontières*, nous souhaitons partager ces réflexions sur l'état actuel de la lutte anti-autoritaire au Chili. Nous espérons qu'elles nourriront et stimuleront les analyses et tensions nécessaires qui renforcent notre lutte et alimentent la projection internationaliste de la guerre globale contre le Pouvoir.

Trois ans après l'opération Salamandre

En août dernier, trois ans ont passé depuis l'opération répressive que le Pouvoir a appelé « Opération Salamandre » (14 août 2010) –dans le cadre du « Caso Bombas »–, au cours de laquelle quatorze lieux (centres sociaux, squats et domiciles parti-

culiers) ont été perquisitionnés, quatorze personnes emprisonnées parmi les compagnon-nes antiautoritaires faisant partie d'espaces publics ou anciens prisonniers politiques d'organisations armées anticapitalistes. Avec un ostentatoire déploiement policier, juridique et médiatique, l'Etat, sa police, sa presse et le misérable ex-procureur Alejandro Peña, ont frappé la mouvance anti-autoritaire et les idées de liberté, sous prétexte de choper les responsables d'attaques à la bombe contre des lieux de pouvoir.

Il nous semble que, trois ans après ces événements, personne ne s'est prononcé, sauf les compagnon-nes de la *Bibliothèque Sacco et Vanzetti*, qui ont inauguré de nouveau leur valeureuse bibliothèque le 14 août de cette année, redonnant ainsi signe de vie, après avoir été touchés par l'ennemi en 2010 (ils ont dû affronter la fermeture de leur centre social occupé, ainsi que la prison et la clandestinité pour certain-es des participant-es).

Trois ans après que tout ceci se soit passé, nous pouvons dire chaque jour avec da-



« Visant à la destruction du pouvoir. Mauri : ton désir de liberté est une bombe qui contamine »

Centre social Sacco y Vanzetti, Santiago, 2009



Affiche pour les 15 ans de l'assassinat par les keufs de la compagne Claudia Lopez, 11 septembre 2012

ration totale qui requiert la destruction de toute forme de pouvoir et d'autorité.

Tout cela représente une avancée qualitative par rapport aux vieilles conceptions gauchistes et militaristes de la lutte, et porte en positif une conception anti-autoritaire et iconoclaste. Nous évitons ainsi l'erreur de tomber dans le fétiche des instruments, en accordant plus d'importance à certains qu'à d'autres. C'est terriblement important, car les mêmes instruments et matériels ont été utilisés dans l'histoire avec des motivations différentes, voire opposées. Par exemple, il y a deux ans au Chili, les matons ont érigé des barricades pour exiger de meilleurs salaires et davantage de mesures de sécurité dans les prisons. De telles situations démontrent que c'est essentiellement la motivation de l'action qui nous relie à celles ou ceux qui la réalisent. Les faits ne parlent pas par eux-mêmes.

Cette conception de la lutte qui prend de multiples formes ne veut pas dire non plus que les mêmes compagnon-nés sont derrière tous les types d'actions. Pas plus qu'il ne faut se spécialiser dans l'une ou l'autre méthode de lutte. Ce qui est posé, c'est plutôt que la lutte anti-autoritaire et les actes de révolte peuvent être le fait de chaque personne qui décide de passer à l'action selon ses possibilités et ses capacités. Cependant, il reste toujours possible et nécessaire de développer nos qualités en tout sens pour pouvoir mieux participer à la lutte, et tendre à aiguïser en permanence notre discours et notre capacité d'action. Ainsi l'insurrection anti-autoritaire se développe de manière protéiforme, sans reposer sur une seule tactique ni sur la dichotomie entre théorie et pratique.

Avec sa mentalité hiérarchique et autoritaire, l'ennemi ne parvient pas à concevoir

l'idée d'une lutte et d'une vie sans chefs, pour laquelle des individus se jettent dans l'action en comprenant la nécessité d'attaquer et de détruire les valeurs, les rapports, les structures et les personnes qui soutiennent la domination. C'est pourquoi il cherchera et inventera des leaders parmi nous, car c'est aussi en niant les capacités et les possibilités d'une rébellion autonome que l'idéologie du pouvoir se promet, se réaffirme et se renforce.

Dans l'ensemble de cette dynamique de lutte, il est illusoire de penser un type d'affrontement où l'Etat ne nous attaque pas, avec les idées et pratiques de liberté et de rébellion que nous propageons. La lutte contre un ennemi d'une telle envergure nous rend dignes et fort-es, car c'est l'histoire même de l'affrontement contre les oppresseurs qui nous démontre qu'à tout moment il est possible d'attaquer et de frapper le pouvoir sur différents plans et avec divers moyens. Penser que le pouvoir ne peut pas être attaqué lui octroie l'omnipotence. Ne pas agir contre lui maintient l'impunité et la continuité du projet de vie autoritaire, validant par là-même l'idée d'un contrôle total sur nos vies.

Une position d'attaque par la propagande et l'action directe regarde l'ennemi en face, en ayant conscience des conséquences de la lutte. Elle s'oppose au discours de victimisation relatif aux conditions d'oppression et d'améliorations à l'intérieur du réseau même de la domination.

D'autres compagnon-nés l'ont déjà dit : le pouvoir ne tombera pas de lui-même, nous devons le frapper. Frapper son idéologie de la soumission et de l'obéissance, frapper ses valeurs autoritaires, frapper ses bâtiments, les structures et les personnes qui entretiennent la domination. Frapper là où ça fait mal, là où s'expriment les rapports de domination et pas là où le coup peut

être récupéré au profit de l'ennemi et de ses valeurs autoritaires.

Le secret consiste à commencer sérieusement.

Avec nos consciences armées de liberté Pas de recul dans la lutte contre toute autorité

« La lutte anarchiste révolutionnaire consiste en une bataille permanente contre toute forme d'autorité, une déambulation sans fin sur le dur chemin de la liberté. C'est une condition d'affrontement frontal avec les valeurs et les idéaux sociaux existants qui nous réduisent en esclavage, en nous remplissant de peur et d'hésitations. Nous ne sommes pas un groupe social en dehors de la société, pas plus qu'une élite révolutionnaire auto référentielle. En revanche, oui nous avons tout l'acharnement et la rage pour abolir les rapports autoritaires, en utilisant comme arme la conscience, la solidarité et le compagnonnage »

Texte sorti en affiche solidaire avec les compagnons emprisonnés en Grèce, suite au double braquage de Kozani en février 2013

Lorsque les puissants attaquent les positions de lutte et celles et ceux qui leur donnent vie, la réponse la plus digne et en adéquation avec nos valeurs et nos objectifs consiste à défendre nos idées, en empêchant que le silence laisse nos compagnon-nes seul-es aux mains de la répression.

Pour nous, la meilleure stratégie de défense politique est de continuer à passer à l'offensive, en étendant et en aiguisant la praxis de libération totale et l'insurrec-

tion protéiforme contre le pouvoir. Les éléments juridiques (condamnations, preuves, accusations) sont à prendre en compte dans la diffusion des affaires concernant les compagnon-nes emprisonné-es, mais ils ne constituent pas l'argument de défense politique de notre praxis de lutte. En effet, celle-ci ne se nourrit pas des cadres de domination imposés par l'ennemi et son Etat de droit. Au contraire elle passe par dessus et va à leur encontre, tout comme elle va contre les conditions sociales et les responsabilités collectives et individuelles qui permettent et entrentrent leur existence.

Lorsque c'est une position de lutte qui est attaquée, il est essentiel de montrer que la lutte continue, malgré toute la machinerie répressive, légale et médiatique qui pèse sur les compagnon-nes et sur la lutte anarchiste en général.

Chaque situation de notre vie nous offre la possibilité de montrer qu'en dépit de ses efforts, le pouvoir ne peut nous dominer comme il l'entend, ni nous lancer dans le bourbier du réformisme et de la déroute.

En ce moment, il est indispensable d'agiter pour donner de la valeur aux décisions de lutte prises aujourd'hui comme hier par nos compagnon-nes en prison ou en cavale. Nous nous solidarisons avec elles et eux, indépendamment du fait que nous les connaissions personnellement ou pas. Ce qui nous lie, c'est de parcourir les mêmes sentiers de lutte, composés d'un ensemble d'idées, de valeurs et de pratiques de vie antagoniques à celles du capital et de l'autorité.

Nous avons aujourd'hui une occasion de démontrer nos convictions et de faire un pas supplémentaire dans le conflit contre le pouvoir, en contribuant à faire croître et à renforcer notre lutte.

Tirons les leçons de notre pauvre réponse collective du point de vue de la guerre en cours après le coup répressif du « Caso Bombas », et faisons de la solidarité une arme chargée de mémoire anti-autoritaire et de projection insurrectionnelle.

Nous envoyons des salutations solidaires à Mónica, Francisco et aux autres compagnon-nes mis-es en accusation en Espagne. Nous agiterons comme des insurgé-es solidaires pour eux et pour propager les positions de vie et de lutte qui nous unissent malgré les distances physiques.

Force à Freddy Fuentevilla, Juan Aliste et Marcelo Villarroel qui affrontent aujourd'hui les juges et les procureurs, accusés de braquage de banque et de l'assassinat d'un flic en 2007. Force aussi à Carlos Gutierrez Quiduleo, en cavale pendant 7 ans pour la même affaire et qui, après avoir été capturé le 28 novembre dernier, a crié « Vive la résistance mapuche. Vive la résistance anarchiste ».

Nous n'oublions pas non plus Hans Niemeyer, dont les mots nous ont procuré une force et une analyse certaines pour aiguiser l'offensive contre le pouvoir.

Nous appelons à la solidarité dans la propagande et dans l'action avec José Miguel Sanchez, compagnon qui a fait une grève de la faim pour lutter contre les transferts permanents, également imposés au compagnon Alberto Olivares.

Le pouvoir exerce sa vengeance contre ces compagnon-nes et d'autres, pour les positions de lutte qu'ils ont assumé aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons. Que leur attitude irréductible et leurs cris de guerre ne se perdent pas dans les allées et venues de notre quotidien, qu'ils se propagent dans chaque action de propagande et d'attaque.

Contre la peur et le silence, Multiplions les actions d'attaque, d'agitation et de diffusion de la praxis insurrectionnelle, Étendons les réseaux de complicité anarchiste révolutionnaire parmi les compagnon-nes du Chili et du monde entier, Que la liberté et l'insurrection se répandent et s'approfondissent par la destruction de tout type d'autorité !

Avec Claudia López, Mauricio Morales, Jhonny Cariqueo et Sebastián Oversluij, présent-es dans chaque action de la guerre protéiforme contre le pouvoir.

Sin Banderas Ni Fronteras
et individus en affinité
décembre 2013

NdT :

1. Le 11 décembre 2013, plusieurs compagnons braquent une banque à Pudahuel (Santiago du Chili). Sebastián Oversluij est abattu par le vigile, Alfonso Alvia Sánchez (27 ans) et Hermes González Henríquez (25 ans) sont arrêtés et incarcérés en préventive, d'autres sont recherchés.

2. Le 1er juin 2011, une bombe explose devant une banque Santander à Santiago. Le compagnon Luciano Pitronello (Tortuga) est grièvement blessé. Le 15 août 2012, il est condamné à 6 ans de prison pour « transport illégal d'explosifs », « dommages » (à la banque) et « utilisation d'une fausse plaque d'immatriculation ». Il est actuellement en contrôle judiciaire.

3. Le compagnon Hans Niemeyer a été arrêté le 26 avril 2013, après quatre mois de cavale, accusé de plusieurs attaques explosives dont il sera acquitté (contre un transformateur électrique le 16 septembre 2010, contre le Mémorial dédié à Jaime Guzman le 13 août 2011, et contre le concessionnaire automobile de luxe One, le 16 août 2011). Il sera condamné le 12 juillet 2013 pour la seule attaque explosive contre la banque BCI de Macul (30 novembre 2011), et prendra 5 ans de prison pour « port d'engin explosif » et 10 mois de prison pour le délit de « dommages » contre la banque. Il est toujours incarcéré.